



**CONSEIL DE COMMUNAUTE
DU 9 AVRIL 2021**

PROCES VERBAL DE SEANCE

L'an deux mille vingt et un, le neuf avril, à 18 heure 30, le conseil de Communauté de la Communauté de communes du pays de Landerneau-Daoulas s'est réuni au centre culturel Le Family à Landerneau sous la présidence de Patrick LECLERC

Présents

LECLERC Patrick, GOALEC Bernard, GUILLORÉ Alexandra, FLOCH Jean-Bernard, SOUDON Chantal, POUPON Julien, BERVAS Viviane, CANN Joël, CORRE Michel, CYRILLE Yves, GODET Nathalie, JÉZÉQUEL Marc, KERLAN Frédéric, LE GALL Jean-Noël, PHILIPPE Georges, RIOU Michel, SERGENT André, TANGUY Anne, TRMAL Marie-France, GRALL Renaud, CALVEZ Gilles, LE SAUX Jean-Luc, BLANDIN Lénéaïc, BODENEZ Guillaume, BOSSER Christian, CALVEZ-BARNOT Gaëlle, CORNEC Elodie, HERVOIR Stéphane, LANGUENOU Céline, LENUE Françoise, MEVEL Stéphanie, NICOLAS Angélique, QUILLEVERE Séverine, ROULLEAUX David, THOMIN Mélanie, APPELGHEM Ludovic, BODILIS Jean-François, DALIS-ABGRALL Gwénaëlle, LE BRONNEC Erwann, LETEURE Tiphaine, SOUN Véronique, YVINEC Odile, LIEGEOIS Hervé, LEON Jean- Jacques, LE ROY Christine, NOWAK Carine

Secrétaire de séance

SOUDON Chantal

Excusés

BONIZ Jean-Jacques (pouvoir à DALIS-ABGRALL Gwénaëlle)
QUENTRIC-BOWMAN Morgane (pouvoir à POUPON Julien)

En raison de la crise sanitaire COVID19, le conseil de Communauté s'est réuni en visio. La salle de réunion est située au 2, rue de la Petite Palud à Landerneau. Un courrier d'information a été adressé préalablement au préfet du Finistère lui indiquant que cette salle permet en effet de privilégier une organisation spécifique pour assurer la sécurité sanitaire des membres de l'assemblée et du public. En outre, elle offre toutes les garanties en termes de neutralité, d'accessibilité et de publicité des séances.

Les conseillers communautaires et la presse ayant pris place, le président ouvre la séance. Il propose Chantal SOUDON comme secrétaire de séance et lui demande de bien vouloir procéder à l'appel. Le quorum étant atteint, le conseil de Communauté peut valablement délibérer.

Propos liminaire du président

Patrick LECLERC indique que l'assemblée a le plaisir d'accueillir une nouvelle conseillère communautaire en la personne de Carine NOWAK qui remplace Michèle CASU et lui souhaite la bienvenue.

Il a souhaité que le conseil de Communauté continue à se réunir en « présentiel », même si ce n'est pas le choix de toutes les collectivités qui privilégient un mode « virtuel », avec tous les aléas techniques qui peuvent se présenter. Ainsi faute de visio, Morlaix Communauté a été obligé récemment de reporter son conseil communautaire qui devait se tenir en distanciel. Notre communauté a aussi rencontré des avatars lors du Facebook live organisé dans le cadre du projet de territoire.

Le public ne pouvant pas assister physiquement à la présente assemblée délibérante en raison du contexte sanitaire actuel et parce que pour ce motif le public ne peut déroger à l'obligation de couvre-feu à compter de 19 heures, la Communauté a mis en place un dispositif visio comme on a de la chance d'avoir une salle qui s'y prête, permettant aux citoyens de suivre le déroulement de la séance à partir de chez eux. Le responsable des services informatiques de la Communauté est présent au niveau de la tribune et s'assure de la bonne diffusion via « Facebook live » de ce conseil de Communauté.

Le président fait ensuite un point sur l'état d'avancement du projet de territoire et des premières réunions et consultations qui s'adressent à la société civile : constitution par tirage au sort du panel citoyens et première réunion du panel citoyens. Le conseil de développement s'est aussi réuni, même s'il est encore en cours de constitution. Toujours est-il que les deux réunions (panel de citoyens et conseil de développement) se sont tenues avec une présence physique importante, mais afin de respecter les nouvelles recommandations, les prochains rendez-vous se tiendront en distanciel. La réunion publique en ligne prévue cette semaine n'a pas pu se tenir en raison de problèmes techniques mais, la résolution de ces contingences matérielles permet d'être opérationnel aujourd'hui en mode Facebook live et aussi pour la prochaine réunion publique consacrée au projet de territoire.

Les élus du territoire vont recevoir un courriel concernant les ateliers-élus qui vont se tenir en mai. Les thématiques demeurent identiques aux précédentes, et les dates sont en cours de calage avec les différents intervenants,

Pour conclure, le président invite les conseillers communautaires à se montrer clair et concis dans les diverses interventions pour tenir compte du mode de transmission de cette séance par visio pour le public pour garantir la publicité et transparence des débats. Pour autant, le temps nécessaire sera pris afin de débattre des différents sujets.

DIRECTION GENERALE

Affaires générales

DCC2021_041 Approbation PV du conseil de Communauté du 11 février 2021

Résumé :

Le procès-verbal du conseil de Communauté du 11 février 2021 qui décrit chaque point porté à l'ordre du jour et rend compte des débats doit être approuvé par les membres du conseil de Communauté

Délibération :

Le conseil de Communauté à l'unanimité

Article unique : approuve le procès-verbal de la séance du conseil de Communauté du 11 février 2021.

DCC2021_042 Composition commissions thématiques

Résumé :

Suite à la démission de Michèle CASU de ses fonctions de conseillère communautaire, il y a lieu de revoir la composition des commissions thématiques

Débats :

Patrick LECLERC expose que Michèle CASU, en raison de sa nomination au CESER Bretagne a démissionné de ses fonctions au sein du conseil de Communauté et est remplacée, après concertation avec la Mairie de Plouédern, par Carine NOWAK.

Tiphaine LETEURE remarque une erreur au niveau du prénom de Madame CASU, qui a été orthographié au masculin.

Le président concède avoir constaté la présence de quelques coquilles et indique qu'il ne faut pas hésiter à les signaler le cas échéant pour que les délibérations puissent être enregistrées avec le moins d'erreurs possibles, même si cela peut arriver dans la saisie des documents.

Délibération :**Le conseil de Communauté à l'unanimité****Article unique : valide la nouvelle composition des commissions comme suit :**

Attractivité	Environnement	Aménagement du territoire	Cohésion territoriale	Ressources
Bernard GOALEC Morgane QUENTRIC-BOWMAN Michel CORRE BOSSER Christian Gwénaëlle DALIS-ABGRALL Marie France TRMAL Stéphanie MEVEL Séverine QUILLEVERE Jean-Bernard FLOCH Ludovic APELGHEM Gaëlle CALVEZ-BARNOT Angélique NICOLAS	Chantal SOUDON André SERGENT Viviane BERVAS Jean Jacques BONIZ Hervé LIEGEOIS Mélanie THOMIN Renaud GRALL Julien POUPON Nathalie GODET Patrick LECLERC	Alexandra GUILLORE Julien POUPON David ROULLEAUX Françoise LENUE Erwan LE BRONNEC Tiphaine LETEURE Gilles CALVEZ Elodie CORNEC Stéphane HERVOIR Yves CYRILLE Jean-Jacques LEON	Jean Luc LE SAUX Michel CORRE Nathalie GODET Odile YVINEC Michel RIOU Véronique SOUN Jean François BODILIS Céline LANGUENOU Guillaume BODENEZ Christine LE ROY Carine NOWAK	Frédéric KERLAN Bernard GOALEC Anne TANGUY Marc JEZEQUEL Léniaïc BLANDIN Georges PHILIPPE Jean-Noël LE GALL Joël CANN

DIRECTION GENERALE**DCC2021_043 Élaboration d'un pacte de gouvernance****Résumé :**

La loi n°2019-1461 du 27 décembre 2019 dite « loi Engagement et proximité » a introduit un nouvel article L 5211-11-2 dans le Code Général des Collectivités Territoriales qui prévoit qu'après chaque renouvellement général des conseils municipaux, le président de l'établissement public de coopération intercommunale à fiscalité propre inscrit à l'ordre du jour de l'organe délibérant un débat et une délibération sur l'élaboration d'un éventuel pacte de gouvernance entre les communes et l'établissement public.

Débats :

Patrick LECLERC explique que le législateur a voulu apporter plus de transparence aux décisions prises dans les instances communautaires. Le texte législatif est aussi motivé par la nécessité de mieux associer les communes aux décisions dans un contexte de mouvements et de regroupements de communautés de communes et ainsi de mieux fédérer autour d'un projet commun.

Dans des communautés XXL de plus de 100 communes il apparaissait nécessaire pour le législateur de clarifier la place des communes dans le processus décisionnel de ces entités très importantes. Le Finistère n'a été que peu impacté par ces regroupements de communautés.

La réflexion pour la Communauté a été menée par le groupe de travail « règlement intérieur », que le président remercie, qui a épluché les textes de lois et qui propose la délibération ce soir. Celle-ci, qui n'est pas prise par toutes les collectivités est bien une volonté de voir acté ce pacte de gouvernance, qui permet de clarifier par exemple le rôle des différentes instances décisionnelles. La conférence territoriale des maires est bien gravée dans le marbre et les séminaires des élus, qui ont lieu deux fois par an, sont aussi bien mis en avant, de même que les relations entre les communes et la Communauté.

Jean François BODILIS est bien évidemment favorable à cette décision d'élaborer un pacte de gouvernance, pour autant le projet qui est présenté aujourd'hui manque de son point de vue d'ambition, pour une communauté plus démocratique et participative. Si les propos introductifs sont porteurs de fortes valeurs (mutualisme, coopération, dialogue, expression des diversités, intelligence territoriale, mise en œuvre partagée...), le simple rappel des organes politiques actuellement en place lui fait penser qu'il est l'occasion de débattre ensemble à d'autres manières d'informer, de consulter, de concerter et de co-construire avec nos concitoyens et l'ensemble des élus.

Certes, une démarche dite de « concertation citoyenne » est actuellement en cours pour le projet de territoire, mais ne s'agit-il pas plutôt d'une simple « consultation » où les habitants sont sollicités pour formuler un avis et enrichir éventuellement les orientations initiales ? Le résultat de cette opération nous permettra de vérifier si cela a véritablement permis de placer nos concitoyens au cœur des politiques publiques pour répondre au plus près de leurs attentes. Il nous faudra certainement amplifier et pérenniser ce dialogue démocratique sur d'autres sujets, en organisant d'autres échanges, d'autres rencontres et en multipliant les outils et plateformes de participation citoyenne : espaces d'expressions et ateliers en ligne, sondages, enquêtes de satisfaction publiques, budgets participatifs...

Le cadre juridique doit nous permettre également de choisir d'autres procédés entre la voie seulement consultative et la voie décisionnelle : la consultation d'initiative citoyenne et le référendum local à l'initiative des élus en font partie. Une charte de la démocratie participative devrait également, à son avis, être accolée à ce pacte de gouvernance.

Certes, nous avons tous approuvé la création d'un conseil de développement en décembre dernier mais ne faudrait-il pas dès à présent, à l'instar d'autres collectivités, ouvrir sa composition à la représentation citoyenne, élargir son périmètre de consultation et réfléchir à sa participation à des instances du territoire ?

La place des maires au sein des principaux organes politiques de notre Communauté est importante et elle se comprend par leurs implications et responsabilités quotidiennes dans les affaires communales, mais ne pourrions-nous pas réfléchir ensemble à un autre partage des responsabilités pour mieux associer les autres membres de notre assemblée aux décisions et orientations de nos politiques communautaires ?

La route est longue et nous avons besoin de tout l'équipage à la manœuvre pour mener à bon port nos projets. Nous avons certainement la sensation d'être tous dans le même bateau, d'avoir à choisir ensemble le bon cap et de partager le gouvernail et donc la gouvernance pour le bien commun au service de tous. Nous ne sommes pas dans la série « La croisière s'amuse » mais notre petite expérience de croisiériste communautaire depuis bientôt 9 mois pourrait nous donner l'impression d'être enfermé dans notre cabine entre 2 escales, et quelques jours avant de poser pied à terre, nous sommes invités à « la soirée du commandant » pour donner notre avis sur le dernier voyage et notre accord sur le programme de celui à venir... Avec toute la bonne volonté du monde, l'objectif demandé n'est pas très sérieux. Gageons que les futurs débats au sein de nos conseils respectifs permettent d'améliorer ce pacte de gouvernance.

Patrick LECLERC répond que les propos tenus par Jean-François BODILIS sont hors sujet par rapport aux préoccupations du pacte de gouvernance. La Loi Engagement et Proximité traite de la place des communes, des maires et élus municipaux au sein des intercommunalités.

La délibération présentée ce soir n'aborde pas le thème de la démocratie participative, cependant il ne peut laisser dire sur ce sujet que la collectivité est en défaut. Il en veut pour preuve le public présent afin de débattre activement lors de la réunion du panel citoyen qui ne s'est pas contenté d'un rôle passif. C'est une volonté clairement affichée par la Communauté de prolonger le débat du projet de territoire avec les habitants, dans un contexte qui n'est pas simple puisque l'organisation des réunions est très contrainte et qu'il faut s'adapter quasiment chaque semaine et procéder à des modifications en raison de la situation sanitaire.

Georges PHILIPPE indique qu'à son avis le pacte de gouvernance est aussi un pacte de confiance entre les communes et la Communauté. Le propos introductif du pacte est fidèle aux valeurs mutualistes en évoquant « la vision partagée de construire ensemble les réponses aux défis présents et à venir, avec le souci constant de l'intérêt général ».

Pour autant, le défi principal selon lui va être la stabilité financière et la solidarité fiscale et financière. Ce n'est pas vraiment exprimé dans ce pacte, mais pour avoir une « bonne gouvernance » il faut que le socle de confiance de la relation entre les communes et la collectivité soit bien un pacte financier digne de ce nom mettant surtout l'accent sur la solidarité. L'évolution future de la fiscalité laisse craindre une plus grande participation des communes à l'effort financier : il va donc falloir le revoir au niveau de la Communauté. Il insiste sur le fait que le pacte financier appuyé sur la solidarité doit être imbriqué avec le pacte de gouvernance.

Patrick LECLERC indique que ce n'est pas la première fois que Georges PHILIPPE s'exprime sur le sujet. Tout comme les questions de démocratie participative, les questions de solidarité financière ne sont pas des sujets que traitent le pacte de gouvernance ; ce n'est pas l'objet du pacte de gouvernance qui est centré sur l'organisation du dialogue et de la décision Communes/Communauté.

Le président souligne qu'il s'est engagé auprès des élus communautaires de cette équation financière qui lie la Communauté, les communes et aussi les contribuables.

Cette analyse financière sera présentée aux élus communautaires au mois de mai, ainsi que tous les mécanismes financiers existants qui d'ailleurs intègrent déjà des solidarités. Les politiques publiques de la Communauté sont aussi une illustration de cette solidarité intercommunale ainsi que des équipements tels que : la piscine communautaire..., ou des services tels que le service de collecte des ordures ménagères, le service de distribution de l'eau potable, l'assainissement...

Au travers de ses actions, de ses compétences, la solidarité est mise en œuvre et permet aux uns et aux autres de profiter des services qui sont déployés par la communauté. Ce sujet de la solidarité, des relations financières entre Communauté et Communes sera débattu en son temps avec des éléments concrets : en effet, il souhaite s'appuyer sur des éléments objectivables, afin de savoir comment procéder, faire des propositions concrètes puisqu'avant tout, le consentement des vingt-deux communes est nécessaire.

Si le vœu général est d'intégrer plus de solidarité, le président considère qu'il va falloir au préalable objectiver les choses, car il n'est pas persuadé que les communes hors Landerneau en sortent gagnantes. D'une part en raison de la fiscalité qui est peut-être plus importante à Landerneau que dans d'autres communes et d'autre part en raison des charges de centralités supérieures aux communes du territoire communautaire. La discussion pourra commencer lorsque tous les éléments relatifs à ce sujet seront connus et mis sur la table. Ensuite, il faut tenir compte des actions engagées sous le précédent mandat, comme le travail effectué sur la taxe d'aménagement reversée à la Communauté par les communes sièges de zones d'activités communautaires, ce qui n'est pas neutre et qui lui permet de bénéficier d'un financement supplémentaire.

Il prend l'exemple de l'établissement de santé CAP HORN à Landerneau, où entre 300 000€ et 400 000 € perçus par la Ville de Landerneau ont été reversés à l'intercommunalité dans le cadre de cette taxe communale d'aménagement. C'est bien une preuve de l'effort de solidarité consenti. Il se pose les mêmes questions, à l'instar des communes, au sujet de l'avenir des finances de l'EPCI, celles-ci ayant déjà été beaucoup impactées. Le cumul doit s'élever à quelques millions d'euros non perçus par rapport aux dotations précédentes et il n'est pas certain que les communes aient proportionnellement vu leurs dotations DGF diminuer de cette façon sur la même période.

Donc rendez-vous est pris au mois de mai avec Yann LE MEUR, du cabinet Ressources Consultant Finances, pour une présentation des mécanismes financiers qui ont été instaurés à la création de la Communauté, puis lors du passage en TPU, les chiffres seront consolidés par les comptes administratifs actualisés des communes.

Délibération :

Le conseil de Communauté à l'unanimité

Article unique : décide d'élaborer un pacte de gouvernance

TECHNIQUES

GEMAPI

DCC2021_044 Syndicat de bassin de l'Elorn : Modification de représentation - mandature 2020-2026

Résumé :

La Communauté a, par délibération du 17 juillet 2020, désigné ses représentants au Syndicat de bassin de l'Elorn. Deux événements entraînent aujourd'hui la modification de la représentation de la Communauté au sein des instances du Syndicat : la dissolution du Syndicat Intercommunal du Cranou et la démission de Mme Michèle CASU de son mandat de conseillère communautaire.

Délibération :

Le conseil de Communauté à l'unanimité

Article 1 : approuve les nouveaux statuts du Syndicat de bassin de l'Elorn et les modifications apportées,

Article 2 : désigne Jean Luc LE SAUX et Yves CYRILLE comme membres titulaires appelés à siéger au Syndicat de bassin de l'Elorn.

Cette désignation porte à 7 le nombre de membres titulaires appelés à siéger au Syndicat de bassin de l'Elorn :

- Chantal SOUDON vice-présidente en charge de l'environnement,
- Léniaïc BLANDIN,
- Viviane BERVAS,
- David ROULLEAUX,

- Yves CYRILLE en remplacement de Michèle CASU
- Guillaume BODENEZ
- Jean Luc LE SAUX (délégué supplémentaire)

DCC2021_045 Bassin versant Aber Wrach - programme milieux aquatiques 2018 - avenant participation financière**Résumé :**

Le solde des subventions 2018 pour le volet Milieux Aquatiques du bassin versant de l'Aber Wrach ayant été reçu par le Syndicat des Eaux du Bas Léon, il s'avère que les participations financières des EPCI payées pour le programme 2018 sont supérieures aux participations réellement supportées par le Syndicat. Le présent avenant régularise la situation.

Délibération :**Le conseil de Communauté à l'unanimité**

Article unique : Autorise le président à signer l'avenant à la convention 2018 permettant au Syndicat des Eaux du Bas Léon de déduire le trop-perçu de la participation de la Communauté aux charges prévues pour l'année 2021.

TECHNIQUES**Environnement****DCC2021_046 Bâtiment environnement/garage - Validation du projet phase AVP de réfection de la toiture et intégration de la centrale photovoltaïque****Résumé :**

La réfection de la toiture sur le bâtiment environnement/garage est mise à profit pour intégrer une centrale solaire photovoltaïque. Ce projet au stade AVP doit être validé sous deux aspects, le projet de bâtiment et le projet de centrale. Le portage du projet de centrale photovoltaïque doit être confirmé et dans ce cas validé techniquement et financièrement. Le conseil de Communauté est appelé à approuver ce dossier sous les deux aspects précités.

Débats :

Patrick LECLERC précise que la réflexion engagée est très large, le SDEF et SOTRAVAL ayant été associés au projet, cette dernière société investissant de plus en plus dans des toitures et des panneaux photovoltaïques et parfois intervenant pour le compte des communes. La Communauté a travaillé avec le Pays de Brest et aussi avec SELFEE, une structure qui a contribué à cette réflexion sur l'électricité en circuit court et l'autoconsommation. La taille critique de la CCPLD ne lui permet pas aujourd'hui cette option d'une autoconsommation collective en circuit court de l'énergie renouvelable mettant en réseau les différentes installations, et le ticket d'entrée est aussi relativement élevé, donc le choix s'est porté sur ce qui est proposé aujourd'hui à l'assemblée. Il faut souligner que la Communauté est volontariste en terme de production d'énergie depuis déjà une dizaine d'années, avec sept installations sur des ensembles immobiliers.

Chantal SOUDON précise que la capacité totale développée sur des sites communautaires passera de 156 000 KWh à 219 000 KWh avec cette centrale photovoltaïque ; le retour sur investissement sur cette installation est de treize ans, mais ne prend pas en compte la dotation DSIL 2020 notifiée, pour un montant de 80 000 € pour accompagner ces travaux.

Délibération :**Le conseil de Communauté à l'unanimité**

Article 1 : Approuve le projet de restructuration de la toiture du bâtiment Environnement/Garage pour un montant d'opération au stade d'AVP de 330 000 € HT,

Article 2 : Confirme le portage en maîtrise d'ouvrage de la centrale solaire photovoltaïque par la Communauté,

Article 3 : Approuve le projet d'installation d'une centrale solaire en toiture du bâtiment Environnement/Garage pour une puissance maximum proche de 100 Kwc et un montant d'opération au stade d'AVP de 105 000 € HT,

Article 4 : Approuve le principe d'une revente intégrale de l'énergie photovoltaïque à EDF-OA et autorise le président à signer la convention fixant les conditions techniques et financières de rachat par EDF-OA de l'énergie produite par la centrale solaire.

DCC2021_047 Mises aux normes déchèteries et aires de déchets verts de Daoulas et Plouédern : Validation de l'enveloppe budgétaire

Résumé :

L'enveloppe prévisionnelle de l'opération de mises aux normes des déchèteries de Daoulas et Plouédern estimée à 1 170 000 € HT lors de la remise de l'avant-projet doit être validée par le conseil de communauté

Débats :

Patrick LECLERC indique avoir reçu la notification des subventions en DETR et en DSIL pour un montant de 302 000.00 € qui vont permettre d'atténuer les coûts. Il espère bénéficier d'accompagnements supplémentaires pour la mise aux normes de ces deux déchèteries au regard du volume d'investissement.

Georges PHILIPPE estime que cette rénovation/restructuration de la déchèterie de RUN Ar Moal est une très bonne chose. Lui-même étant utilisateur de la déchèterie de Daoulas indique qu'il était temps d'optimiser la sécurité et la circulation du site. La question qu'il se pose est néanmoins de savoir si une réflexion a été menée ou reste à mener quant au besoin d'une troisième déchèterie.

Le Président explique qu'à Daoulas, les débats autour de la propriété foncière ont freiné l'évolution du dossier. Le transfert de propriété a été réalisé après de très longues discussions et Jean-Luc LE SAUX connaît bien les difficultés rencontrées afin d'acquérir la parcelle concernée. Le sujet des déchèteries a été débattu lors d'une réunion de la commission environnement. Pour l'instant, il s'agit du temps de la réflexion, mais effectivement, il faudra rationaliser les déchèteries : aujourd'hui la Communauté dispose de 2 déchèteries/aires de déchets verts et de 5 aires de déchets verts disséminées sur le territoire. Dans certaines collectivités voisines, des équipements, notamment des aires de déchets verts ont été fermées. Ainsi, la Communauté de Communes des Abers contrôlée par les services de la DREAL a été contrainte de fermer certaines aires de déchets verts suite aux recommandations émises pour garantir la continuité du service.

Pour ce qui est de la CCPLD, lors de la présentation des comptes administratifs, la solidarité relative à ce sujet apparaîtra, puisque plusieurs centaines de milliers d'euros sur les fonds propres de la Communauté sont consacrés tous les ans à l'équilibre de ce budget. Il faudra donc réfléchir pour savoir comment faire afin de diminuer les flux vers ces déchèteries notamment le volume de déchets verts (375 kg/ habitant sur la CCPLD soit 2,5 fois la moyenne régionale et 5 fois la moyenne nationale). La réflexion est bien en cours, d'autant qu'un contrôle de la DREAL sur l'ensemble des déchèteries et aires de déchets verts a eu lieu fin 2019. Aux préconisations de mises aux normes exprimées lors de ce contrôle, la réponse a été l'engagement d'une réflexion sur la stratégie globale « déchèteries/ aires de déchets verts ».

Cette démarche devra se faire en concertation avec l'ensemble des élus communautaires et il convient d'attendre que les études soient terminées avant de tirer des conclusions, il faudra assurer un maillage territorial et rendre un service à partir d'équipements rationalisés et couvrant de manière équilibrée le Pays de Landerneau-Daoulas et ceci en concertation avec les EPCI voisins.

Délibération :

Le conseil de Communauté à l'unanimité

Article unique : Autorise le président à :

- poursuivre l'opération de rénovation et mise aux normes des déchèteries et aires de déchets verts de Daoulas et Plouédern sur la base du montant de l'enveloppe prévisionnelle réévaluée à 1 170 000 € HT au stade AVP,
- solliciter les subventions, dotations et répondre aux appels à projet qui pourraient être mobilisés pour concourir à la réalisation de ce programme.

TECHNIQUES

DCC2021_048 Frelons asiatiques : Convention année 2021 avec la fédération départementale des groupements de défense contre les organismes nuisibles (FDGDON)

Résumé :

La FDGDON (fédération départementale des groupements de défense contre les organismes nuisibles) assure un accompagnement technique de la collectivité pour la lutte contre les frelons asiatiques. Il est proposé au conseil de Communauté la signature d'une convention pour l'année 2021.

Débats :

Chantal SOUDON ajoute qu'aujourd'hui la Communauté fait de la lutte curative en détruisant ces nids. La FDGDON apporte ce conseil neutre et a aussi pour mission de conseiller les référents présents dans

chaque commune. Ceux-ci identifient le prédateur avant son éventuelle signalé par les habitants.

La réunion annuelle de bilan de campagne qui a eu lieu cette semaine en présence des référents communaux a acté, en complément de la destruction « curative » des nids, la mise en place d'une lutte préventive contre les frelons asiatiques, par l'acquisition de pièges sélectifs.

Ces pièges ne piègeront, si le suivi est bien réalisé, que des frelons asiatiques en préservant la faune locale très variée contrairement à certains autres dispositifs qui peuvent être installés. Ce sont les référents dans chaque commune qui assureront le déploiement sur le territoire de ces dispositifs. C'est une société implantée sur le territoire communautaire, à PENCAN qui produit ces pièges qui s'appellent JABEPRODE.

Marc JEZEQUEL souhaite connaître la tendance de l'évolution à l'échelle de la Communauté depuis le début où a été mise en place la sensibilisation des habitants et des collectivités sur la protection des abeilles en luttant contre la prolifération des frelons asiatiques. Le nombre de destruction de nids est d'environ trois cents par an. Est-ce que ce chiffre baisse ?

Chantal SOUDON répond que sur le Pays de landerneau-Daoulas on est plutôt dans la lutte contre les frelons arrivée à une phase plateau actuellement, avec des difficultés après un infléchissement à faire régresser de manière significative la population de ces insectes nuisibles.

Patrick LECLERC précise que c'est une vraie solidarité apportée par la Communauté pour lutter contre ce fléau sévissant à l'échelle du territoire et c'est la raison pour laquelle il avait été décidé de le combattre ensemble et non individuellement.

Tiphaine LETEURE demande combien de pièges la Communauté souhaite acquérir. En effet l'action préventive est intéressante et l'inventeur de ce dispositif, Denis JAFFRE a été récompensé en 2018 au concours Lépine. C'est une invention remarquable. Les pièges à frelons asiatiques brevetés et fabriqués à Pencan trouvent des acheteurs en France (la Commune de Biarritz, par exemple en a déjà commandé), en Belgique, Italie, Espagne.

Chantal SOUDON répond qu'il est prévu d'en acheter 70 avec une répartition territoriale au prorata des nids détruits. Certaines communes qui n'ont aucun nid détruit seront quand même dotées. C'est la grille qui a été prévue avec les référents : chaque commune aura au moins un piège et ensuite la distribution se fera en proportion du nombre de nids détruits. Les communes sont incitées à compléter ce nombre au besoin et à s'auto équiper pour essayer de couvrir au mieux le territoire.

Délibération :

Le conseil de Communauté à l'unanimité

Article 1 : Approuve le projet de convention avec la FDGDON, au titre de l'année 2021, pour un montant de 1 000 €.

Article 2 : Autorise le président à signer la convention.

DCC2021_049 Contrat relatif à la reprise des aciers et des aluminiums issus de la collecte sélective

Résumé :

L'arrêt du contrat de reprise des aciers et aluminiums avec la société Guyot environnement a rendu nécessaire le lancement d'une nouvelle consultation à l'échelle départementale. A l'issue de cette consultation il est proposé d'approuver les nouveaux contrats relatifs à la reprise des aciers, avec la société Guyot environnement et des aluminiums issus de la collecte sélective, avec la société France Aluminium Recyclage. Ces contrats sont accompagnés de conventions pour le soutien à la reprise des petits aluminiums souples et d'un contrat entre la société FAR et PYRAL un prestataire spécialisé.

Débats :

Patrick LECLERC souligne que les déchèteries sont un vrai sujet, avec une grande demande de tri de la part des habitants, et aussi un souhait des collectivités que ce tri soit effectivement le plus important possible. Mais, plus il y a de tri, plus les coûts en face sont importants : il faut donc arriver à réduire les flux entrants pour minimiser les coûts générés par ces déchets. Il reste effectivement beaucoup de déchets qui ont un coût pour leur enlèvement et qui ne génèrent pas de recettes ou de gains en retour.

Délibération :

Le conseil de Communauté à l'unanimité

Article unique : autorise le président à signer :

- le contrat de reprise des aciers avec la société Guyot,
- le contrat de reprise des aluminiums avec la société France Aluminium Recyclage (FAR),
- le contrat de traitement des aluminiums souples avec la société PYRAL intervenant pour le compte de la société FAR,

- les conventions en lien avec les contrats précités pour la
aluminiums, ainsi que tout document permettant leur mise en œuvre.

AMENAGEMENT

Economie

DCC2021_050 ZAE St Alar : Régularisation foncière Communauté/Commune de Plouédern**Résumé :**

Des parcelles inscrites dans le domaine public et privé de la commune de Plouédern sont situées dans l'emprise ou aux abords de la future zone de St ALAR actuellement en cours d'aménagement par la CCPLD.

Délibération :

Le conseil de Communauté à l'unanimité

Article unique : autorise le président à :

- solliciter la commune de Plouédern pour la cession gratuite :
 - de la Rue Nividic après déclassement,
 - de la parcelle ZR 304 ,
- signer les actes de cession.

DCC2021_051 ZAE de Kergonidec sud - Landerneau : projet d'acquisition d'une parcelle en continuité de la ZAE existante (BD 356 pour partie)**Résumé :**

La Communauté a été sollicitée pour se positionner sur l'acquisition d'une parcelle en continuité de la ZAE existante de Kergonidec sud. Ce terrain constructible à vocation économique (classé en zone Ui au PLUi en vigueur) d'une superficie d'environ 1100 m² avant bornage, est proposé à la vente. La Communauté entend se porter acquéreur sur la base d'un tarif de 10 €/m².

Débats :

Patrick LECLERC expose que c'est une petite parcelle, et indique que l'entreprise qui va s'implanter sur la zone générera une centaine d'emplois et à terme cent cinquante, dans le cadre d'une activité tertiaire. Le permis a été signé et le bâtiment va sortir de terre, avec un début des travaux prévu avant l'été. L'implantation de cet immeuble de bureaux se situera en entrée de zone, direction Lesneven vers Landerneau. D'autres acquéreurs potentiels ont aussi contacté les services de la Communauté.

Délibération :

Le conseil de Communauté à l'unanimité

Article 1 : valide l'acquisition de la partie constructible à vocation économique de la parcelle BD 356 (superficie estimée à 1 100 m² avant bornage) au lieu-dit Kergonidec à Landerneau au tarif de 10 € le m²,

Article 2 : autorise le président à signer l'acte d'achat de ladite parcelle et tous autres actes administratifs y afférents.

DCC2021_052 Initiative "Territoire d'Industrie" : approbation du projet et contractualisation pour le label**Résumé :**

L'initiative « Territoires d'industrie » s'inscrit dans une stratégie de l'Etat de reconquête industrielle et de développement des territoires : il permet à certains territoires français présentant une forte identité et un savoir-faire industriel de bénéficier d'un accompagnement spécifique et renforcé, piloté par les régions en lien avec les intercommunalités. Il est proposé d'approuver la démarche « Territoires d'industrie » construite à l'échelle du département du Finistère, de valider le projet de contrat Territoire d'industrie et d'autoriser le Président, ou son représentant, à les signer, ainsi que tous documents y afférant.

Débats :

Patrick LECLERC expose que ce label est aussi une reconnaissance du territoire communautaire comme identité industrielle forte. Plusieurs dossiers sont en cours dans le cadre du plan de relance relatifs à des industriels du territoire qui ont sollicité des fonds Etat et l'espoir réside en ce label pour aider à les obtenir.

La première entreprise à recevoir un financement est l'entreprise Foil and Co sur la commune de LE TREHOU qui a pu lever des fonds relativement conséquents pour ses projets de développement pour répondre à l'explosion du wingsurf, développer son site internet, gagner de nouveaux marchés . Foil and Co a postulé au plan France Relance, territoire Industrie et la jeune entreprise s'est vue octroyer,

via BPI, une subvention de plusieurs milliers d'euros pour investir et structurer l'entreprise. Il y a six ou sept autres dossiers en cours d'instruction, avec le souhait que le fait d'être reconnu comme territoire d'industrie aidera les entreprises à être soutenues dans leurs projets de développement.

Georges PHILIPPE s'exprime au sujet des objectifs que visent certaines fiches actions de territoire d'industrie comme « attirer et recruter les talents de demain et favoriser l'implantation industrielle sur les territoires ». Il pointe le problème des entreprises qui sont un peu à l'écart de la voie expresse ou de la métropole qui ont des difficultés pour attirer et fidéliser des salariés de l'industrie, comme des soudeurs ou autres, notamment des jeunes. Pour faire venir les entreprises, il faudra être très bons en terme de mobilité afin de permettre à ces industries de pérenniser leur personnel et de faire venir des jeunes. Justement, la représentante des entreprises dans cette initiative est Béatrice LE GALL, des Etablissements ROLAND qui est très concernée par le problème. Ce sera donc un défi majeur de la compétence mobilité transférée à la Communauté que d'attirer ces publics dans l'entrepreneuriat à caractère industriel.

Bernard GOALEC confirme et précise que le monde économique et les entreprises seront sollicitées pour certaines d'entre elles dans ce dossier mobilités. Il faudra donc travailler en étroite collaboration avec elles. Il revient sur le dossier Territoires d'Industries et indique qu'il existe des fiches actions en lien avec cette préoccupation de mobilité, au service des zones économiques mais évidemment aussi pour les entreprises qui y sont implantées. Cette dimension est bien incluse dans ce dispositif Territoire d'industrie et sera aussi portée dans le dossier mobilités qui va être à travailler ensemble.

Patrick LECLERC explique que cette notion d'attractivité des métiers industriels est bien plus large, en raison de problèmes d'images, de formation, d'apprentissage : la mobilité met certes un frein, mais ce n'est pas le seul. D'où aussi l'initiative prise à la fin du dernier mandat, sous la houlette de Jean-Bernard FLOCH qui a été de sensibiliser les jeunes aux métiers de l'industrie : il faudra reprendre ce sujet dans de meilleures conditions que celles connues depuis le début de la mandature, puisque c'est une opération qui a été couronnée de succès. Béatrice LE GALL avait par ailleurs accueilli des jeunes dans son entreprise, mais aussi des parents et des enseignants afin de montrer que l'industrie a fortement évolué. Les métiers ne sont pas ceux communément imaginés, et requièrent beaucoup de compétences, cependant les entreprises ont pourtant beaucoup de mal à recruter. Régulièrement les chefs d'entreprises lui en font part. Il constate que c'est malheureusement vrai dans beaucoup de domaines, et que la notion d'attractivité vers ces métiers va être un sujet à traiter en plus de la mobilité.

Jean-Bernard FLOCH approuve la qualification de territoire d'industrie, dans la mesure où beaucoup de collectivités dans la région ont axé leurs efforts en direction des services à la personne ou vers le bâtiment, l'artisanat, etc... Or la particularité de la Région Bretagne est d'avoir une importante industrie, deux fois plus importante que la moyenne en France. Il est vrai que le taux de chômage le plus faible dans l'ouest de la France, qui se situe aux alentours de 5 % se trouve à Vitré, ou Cholet, ou Les Herbiers. Ce sont des communautés de Communes où l'emploi dans l'industrie représente plus de 20 %. Cette initiative Territoire d'industrie est donc bienvenue dans la mesure où il faut absolument conforter, malgré toutes les difficultés relatives -bien réelles- la vocation industrielle de la CCPLD par rapport à l'emploi.

Jean-François BODILIS est favorable à cette initiative malgré quelques interrogations et doutes sur les moyens pour y parvenir, dont certaines actions liées à l'ENJEU 1 - Attirer et recruter les actifs à la pointe bretonne. Il pense que ce label ambitionne de décloisonner les compétences existantes, et de réunir toutes les parties autour de la table autour d'un but commun : attirer et recruter des actifs à la pointe Bretonne. Il demande si la CCPLD va participer financièrement à la création de l'école de production à Quimper, car la question se pose alors du financement public d'un établissement privé hors contrat mais reconnu par l'État au titre de la loi du 5 septembre 2018 pour la liberté de choisir son avenir professionnel. Il espère qu'il n'en ressortira pas une concurrence avec les autres écoles de notre territoire que sont les lycées professionnels et les centres de formation d'apprentis mais plutôt une synergie profitable à l'ensemble des acteurs de la formation qui n'ont pas les mêmes modes de fonctionnement.

En effet ce type d'école de production relève de la catégorie des établissements, hors contrat et sous gouvernance patronale qui proposent sur un même lieu, des formations théoriques et une mise en pratique en plaçant l'élève dans le monde du travail. Elles permettent d'apprendre en produisant, comme dans l'apprentissage classique, sauf que dans ces structures la production est vendue aux conditions du marché à des particuliers ou à des industriels, par ailleurs très souvent « partenaires »..., mais l'élève n'est pas rémunéré et il doit y consacrer au moins 60% de son temps, heureusement la scolarité y est quasiment gratuite. Cela doit faire rêver de nombreux lycées professionnels devant de tels subventions et dotations conclut-il.

Patrick LECLERC répond que la Communauté s'insère dans une trame de se concurrencer mais de travailler en complémentarité, comme actuellement avec les professionnels ou les groupements de professionnels qui expriment leurs besoins. Les fiches actions, ne sont pas définitives et sont susceptibles d'être modifiées suivant les besoins en cours. Quant au financement des écoles ou des formations, ce n'est pas de la compétence de la Communauté de Communes, qui n'abondera donc pas à cette création. Ce travail de cohérence qui existe cependant entre les territoires, les entreprises et les acteurs chargés de la formation afin de répondre à la demande est plutôt une bonne chose : en effet, la demande en termes d'emplois est très forte et l'offre en place malheureusement pas au rendez-vous.

Délibération :

Le conseil de Communauté à l'unanimité

Article 1 : approuve la démarche « Territoires d'industrie »,

Article 2 : valide le projet de contrat « Territoire d'industrie » tel qu'annexé à la présente délibération,

Article 3 : autorise le président, ou son représentant à le signer, ainsi que tous documents y afférant.

AMENAGEMENT

Mobilité

DCC2021_053 Validation des conditions générales d'expérimentation du service de location longue durée de Vélos à Assistance Électrique (VAE) et adoption des documents afférents.

Résumé :

La CCPLD souhaite lancer une expérimentation de service de location longue durée de VAE d'ici l'été 2021. La Commission Aménagement a émis des propositions de service à l'occasion d'un groupe de travail en février dernier. En prenant appui sur ces propositions, il est proposé de valider les contours de l'expérimentation. Il est également proposé de valider les conditions générales d'utilisation du service et le modèle de contrat qui sera établi entre le prestataire et l'utilisateur.

Débats :

Patrick LECLERC espère une mise en service fin mai avec des modalités qui restent à préciser pour les réservations.

Julien POUPON confirme que le service devrait être opérationnel fin mai, en collaboration avec la ville de Landerneau qui va proposer des locations de courte durée.

Patrick LECLERC explique que deux services différents vont cohabiter sur le territoire : l'un géré par la CCPLD pour des locations de longue durée et l'autre géré par la Ville de Landerneau pour des locations de courte durée. Ce sont bien deux dispositifs différents mais complémentaires qui seront proposés à la population pour inciter les gens sur des trajets du quotidien à changer de comportement, à réduire l'usage de la voiture.

Délibération :

Le conseil de Communauté à l'unanimité

Article 1 : Valide :

- les conditions d'accès du service de location de VAE longue durée,
- les tarifs du service,
- le principe de réservation de quotas de VAE sur la ville de Landerneau et pour les publics accompagnés par Pôle Emploi,
- la proposition d'indicateurs d'évaluation de la politique,
- le nom du service,

Article 2 : Adopte les Conditions Générales d'Utilisation du service,

Article 3 : Valide le modèle de contrat de location qui sera établi entre le prestataire de service et l'utilisateur,

Article 4 : Autorise le président à signer la Convention de partenariat avec Pôle Emploi.

Tourisme

DCC2021_054 Subventions aux animations locales : 2^{ème} session d'attribution

Résumé :

Dans le cadre de sa politique touristique, la Communauté soutient et accompagne financièrement des animations et événements touristiques locaux qu'ils soient portés par des associations locales ou les communes.

Délibération :**Le conseil de Communauté à l'unanimité**

Article 1 : Approuve les participations proposées pour les animations et événements touristiques listés ci-dessous se tenant principalement du 1^{er} avril au 30 septembre 2021

Nom manifestation	Dates	Organisateur	Lieu	Montant subvention
5ème Salon BD et Illustration	6 juin 2021	Association S'illustrer à Landerneau	Landerneau	1 500 €
Animations autour de l'art et l'artisanat	année 2021	Les Ateliers Lafayette	Landerneau	2 000 €
Au fil de l'eau	18 juillet	Commune de Logonna-Daoulas	Daoulas, Loperhet, Logonna-Daoulas	2 788 €
Balades nature "Contée moi la lande"	juin et juillet	Ti Ar Vro Landerne Daoulaz	Trémaouezan et Loperhet	750 €
Balades photographiques	1er avril à l'automne 2021	Commune de Daoulas	Daoulas	5 000 €
Camfrout Bike Festibal	10 juillet	Camfrout VTT Nature	L'Hôpital-Camfrout	2 500 €
Cinétoiles, cinéma en plein air	Août	Commune de Logonna-Daoulas	Logonna-Daoulas	500 €
Concerts de l'été	31/07, 1er et 19/08	Commune de Logonna-Daoulas	Logonna-Daoulas	600 €
Couleurs de Bretagne	13 août	Commune de Daoulas	Daoulas	300 €
Couleurs de Bretagne	17 juillet	Commune de La Martyre	La Martyre	300 €
Couleur de Bretagne	18 juillet	Commune de Tréflévénez	Tréflévénez	300 €
Découvrir le patrimoine	Septembre	Ti Ar Vro Landerne Daoulaz	La Forest-Landerneau, La Roche Maurice, Landerneau	500 €
Expo "L'enfance à la campagne"	10 juillet-22 août	Ti Gwechal	Dirinon	1 200 €
Expo de plein air Sport et Patrimoine	17 juin à novembre	Ville de Landerneau	Landerneau	5 000 €
Expo photo EstivALL	15 juin-15 septembre	Amicale Laïque	Loperhet	400 €
Expo street art à la Galerie de Rohan	18 juin-7 novembre	Ville de Landerneau	Landerneau	3 000 €
Exposition à la chapelle St-Herbot	15 juillet-15 août	Commune de St-Thonan	St-Thonan	600 €
Exposition photo-poésie "Désirs-Rade"	24 avril - 30 mai	Asso Prim'Veers et Prose	Daoulas	500 €
Fête de la Bretagne, Accordéons nous !	15-23 mai	Ti Ar Vro Landerne Daoulaz	8 des 22 communes de la CCPLD	1 500 €
La Place s'anime	15 juillet-3 août	Ville de Landerneau	Landerneau	3 000 €
Les Apero Jazz	3 soirées en été	Atelier Culturel	Landerneau	800 €
Les marchés des arts et des délices	6 marchés en juillet et août	Commune de Daoulas	Daoulas	500 €
Maison du Patrimoine	Vacances printemps et automne, 3 sem en mai, les sam/dim de sept et oct	Commune de La Roche Maurice	La Roche Maurice	3 000 €
Plateau de musique	Dimanches de juin	Ti Ar Vro Landerne Daoulaz	La Martyre	300 €
Total				36 838 €

Article 2 : Autorise le président à signer les conventions, et tout autre acte administratif, avec les communes et associations concernées pour permettre le versement des participations.

AMENAGEMENT

Schéma communautaire sentiers de randonnées et fonds de concours

DCC2021_055 Révision de la politique**Résumé :**

La politique communautaire de création et d'entretien des sentiers de randonnée, dont l'origine date de juin 2002, s'est appuyée sur un schéma communautaire et des modalités d'accompagnement financier des communes, par fonds de concours. De nombreuses évolutions de cette politique, et notamment le lancement en 2019 d'une étude confiée à l'ONF afin de compléter ce schéma, rendent nécessaire une révision de la politique, dans un premier temps essentiellement consacrée à la randonnée pédestre. Toutes les délibérations seront abrogées et remplacées par la présente qui propose un nouveau schéma de randonnée ainsi que les modalités d'accompagnement technique et financier des communes, qui restent compétentes en la matière. Il sera proposé que le Bureau communautaire, après validation du schéma communautaire, instruisse et valide les sollicitations techniques (le circuit en fonction de l'usage) et financières (demande de fonds de concours) au fur et à mesure du classement PDIPR des projets.

Débats :

Le président note que la politique de labellisation donne un véritable coup d'accélérateur à l'aménagement et la qualification des sentiers de randonnées sur le Pays de Landerneau-Daoulas avec un accompagnement significatif de la Communauté par fonds de concours .

Délibération :**Le conseil de Communauté à l'unanimité**

Article 1 : Annule les délibérations numérotées 2002-68, 2004-70, 2005-25, 2011-114, 2013-09, 2013-152, 2014-167 et 2014-168,

Article 2 : Approuve le schéma communautaire de randonnée joint en annexe,

Article 3 : Approuve les conditions financières d'accompagnement des communes par la Communauté, sous forme de fonds de concours :

	Type de travaux ou équipements	Taux d'intervention déduction faite des subventions à minima CD 29	Plafond de financement
Création d'un cheminement	Équipements spécifiques : passerelle, platelage surélevé, ouvrage de franchissement, escalier, clôture, aménagement de voirie en traversée de route à grande circulation ou dangereuse, espace d'accueil pouvant comprendre bloc sanitaire et place de stationnement, aménagement de valorisation touristique d'un itinéraire ...	50 % du reste à charge	Analyse du dossier au cas par cas
	Tronçon courant d'aménagement	40 % du reste à charge en cas de travaux réalisés en régie	15 € HT du m de cheminement
	Tronçon de type voie verte ou accessible handicap (PMR)		40 € HT du m2 de cheminement
	Signalétique directionnelle, supports d'information, accès cheminement, mobiliers		Base marché retenu
	Type de travaux ou de prestation	Taux d'intervention	Plafond de financement
Entretien annuel d'un cheminement	Renouvellement de la signalétique directionnelle (1 fois tous les 10 ans)		Base marché retenu
	Entretien des aménagements (faucardage, débroussaillage et élagage d'entretien), de la signalétique directionnelle, des équipements, des aménagements spécifiques	50 % du reste à charge	1000 € TTC le kilomètre

Article 4 : Décide de confier au Bureau communautaire la validation des demandes d'attribution des fonds de concours déposées par les communes, tant pour la création d'un sentier de randonnée que pour son entretien, dans les conditions citées à l'article précédent.

Habitat**DCC2021_056 Vente à Finistère Habitat du parc de logements sociaux appartenant à la CCPLD : transferts des emprunts****Résumé :**

Suite à la délibération n°DCC2020-055 en date du 28 février 2020 actant la vente des 13 logements conventionnés de la CCPLD à Finistère Habitat pour une somme de 977 000 euros et pour finaliser la cession, il convient de délibérer sur deux paramètres complémentaires : le transfert et la garantie des emprunts conventionnés liés à ces opérations.

Débats :

Tiphaine LETEURE aimerait que lui soit communiqué un bilan concernant les logements d'urgence gérés par la CCPLD. En effet, elle souhaiterait connaître leur capacité d'accueil, leur taux d'occupation et leur devenir. Les cinq logements sont situés à Landerneau et la question se pose de savoir si d'autres localisation sur le territoire hormis la ville centre ne seraient pas utiles : le nombre paraît faible pour le Pays de Landerneau-Daoulas au regard de cette période un peu délicate. La crise sanitaire a peut-être créé de nouveaux besoins en la matière ; d'autres créations ne seraient-elles pas nécessaires ailleurs sur notre territoire ?

Patrick LECLERC répond qu'un bilan et des explications sur le dispositif seront communiqués lors d'une prochaine commission Aménagement. Quant à la localisation de ces logements et leur concentration sur Landerneau, il indique que les demandes portent essentiellement sur des logements à proximité de services pour pouvoir bénéficier de l'accompagnement par les acteurs des services sociaux.

Les occupants des logements d'urgence, des hébergements de cette nature sont souvent en situation précaire et la proximité des services est déterminante pour ces publics.

Délibération :**Le conseil de Communauté à l'unanimité**

Article 1 : approuve le transfert à Finistère Habitat des lignes de prêt contractées initialement par la Communauté pour financer les opérations de logements conventionnés et objet d'une cession à ce dernier,

Article 2 : acte que le capital restant dû de la dette ainsi transférée à Finistère Habitat dans le cadre de cette cession s'élève à 546 016,94 € au 31/05/2021,

Article 3 : dit que ce transfert de dette s'opérera via l'émission d'un mandat sur le compte 1641 au bénéfice de Finistère Habitat à hauteur du capital ainsi transféré, soit 546 016,94 €,

Article 4 : acte que le montant versé par Finistère Habitat, dans le cadre de la cession des logements sociaux, hors ce capital de dette restant dû, s'élève à 430 983,06 €, et qu'une somme de 977 000 € sera inscrite en recette d'investissement au chapitre 024, correspondant au prix de cession des logements,

Article 5 : décide de garantir l'intégralité des lignes de prêts ainsi transférées à Finistère Habitat, soit un capital total de 546 016,94 €.

AMENAGEMENT**DCC2021_057 Vente à Finistère Habitat du parc de logements sociaux appartenant à la CCPLD : garantie des emprunts****Résumé :**

En complément de la délibération prise au cours de cette même séance relative au transfert des emprunts dans le cadre de vente du parc des 13 logements sociaux appartenant à la CCPLD à Finistère Habitat, il est demandé au conseil de Communauté de se prononcer sur le maintien de la garantie relative aux prêts transférés au profit de Finistère Habitat

Délibération :**Le conseil de Communauté à l'unanimité**

Article 1 : se prononce sur le maintien de la garantie relative aux prêts transférés au profit de Finistère Habitat.

La présente garantie est sollicitée dans les conditions fixées ci-dessous.

Article 2 : L'assemblée délibérante de la Communauté de communes du pays de Landerneau-Daoulas réitère sa garantie à hauteur de 100% pour le remboursement des prêts n° 5044202, n°5044203, n°1258287, n°1258285, n°1231854, n°1231855 d'un montant initial de 639 728 euros consentis par la Caisse de dépôts et consignations au Cédant et transférés au Repreneur, Finistère Habitat, conformément aux dispositions susvisées du code de la construction et de l'habitation.

Article 3 : Les caractéristiques financières des prêts transférés sont précisées dans l'annexe jointe à la présente délibération,

Article 4 : La garantie de la collectivité est accordée pour la durée jusqu'au complet remboursement de ceux-ci et porte sur l'ensemble des sommes contractuellement dues par le repreneur dont il ne serait pas acquitté à la date d'exigibilité.

Sur notification par lettre simple de la Caisse des dépôts et consignations, la collectivité s'engage à se substituer au repreneur pour son paiement, en renonçant au bénéfice de discussion et sans jamais opposer le défaut de ressources nécessaires à ce règlement.

Article 5 : La collectivité s'engage pendant toute la durée résiduelle des prêts à libérer, en cas de besoin des ressources suffisantes pour couvrir les charges des prêts.

Article 6 : Le conseil de Communauté autorise le président ou son représentant à intervenir à la convention de transfert des prêts qui sera passée entre la Caisse des dépôts et consignations et le repreneur ou, le cas échéant, à tout acte constatant l'engagement du garant à l'emprunt visé à l'article 1 de la présente délibération.

MOYENS GENERAUX

Mutualisations

DCC2021_058 Garage - prêt d'un véhicule : avenant à la convention CCPD/Ville de Landerneau/Eau du Ponant/communes

Résumé :

La Communauté assure la gestion du garage mutualisé. Dans son fonctionnement le garage doit pouvoir à certains moments mettre à disposition un véhicule (véhicule de courtoisie) soit pour pallier un retard dans les réparations, soit un décalage de prise en charge qui nécessite de clarifier les conditions d'assurance du véhicule de prêt, propriété de la Communauté.

Débats :

Patrick LECLERC se réjouit de voir que les services du garage communautaire sont de plus en plus sollicités et que c'est bien pratique de disposer d'un véhicule de courtoisie.

Délibération :

Le conseil de Communauté à l'unanimité

Article 1 : approuve le projet d'avenant prenant en compte la gratuité du prêt de véhicule et la prise en charge par l'emprunteur de la franchise en cas de sinistre,

Article 2 : autorise le président à signer cet avenant.

SERVICES A LA POPULATION

Solidarités

DCC2021_059 ANCT- Incubateur numérique - Signature d'une convention de partenariat.

Résumé :

L'Agence Nationale de la Cohésion des Territoires (ANCT) a mis en place un dispositif d'ingénierie pour le développement d'outils numériques autour de problématiques identifiées par les collectivités.

Délibération :

Le conseil de Communauté à l'unanimité

Article unique : autorise le président à signer une convention avec l'ANCT.

Nautisme

DCC2021_060 Tarification 2021-2022

Résumé :

Le conseil de Communauté est appelé à valider le tarif des activités nautiques pour l'année scolaire 2021/2022

Débats :

Patrick LECLERC confirme qu'effectivement de nombreux centres nautiques, principalement ceux proposant un hébergement sont en difficulté. Il en existe beaucoup en Bretagne, mais ce doit aussi être le cas sur d'autres secteurs géographiques. La Communauté aura certainement à délibérer sur la situation des centres nautiques de son territoire afin de les accompagner.

Délibération :

Le conseil de Communauté à l'unanimité

Article unique : décide de maintenir les tarifs appliqués en 2020/2021 pour la période du 1^{er} septembre 2021 au 31 août 2022

Tarif 2021-2022	
Montant séance par enfant et par séance pris en charge par la CCPLD	
Une séance voile	17,97 €
Une séance kayak	13,73 €
Une journée classe de mer	27,45 €

Sur cette base, les forfaits proposés pour l'année scolaire 2021-2022 sont les suivants (pour rappel : 60 % du tarif est forfaitisé et 40 % est calculé pour le nombre réel d'élèves) :

Forfait primaire CCPLD (prise en charge de l'activité à 100%)				
	0 - 11 élèves	12 - 24 élèves	25 - 36 élèves	37 élèves et + (base de 40)
Voile	118,60 €	258,77 €	388,15 €	431,00 €
Canoë-kayak	90,62 €	197,71 €	296,57 €	329,52 €
Tarif par élève participant				
Voile	7,19 €			
Canoë-kayak	5,49 €			
Forfait secondaire CCPLD (prise en charge de l'activité à 50%)				
	0 - 11 élèves	12 - 24 élèves	25 - 36 élèves	37 élèves et + (base de 40)
Voile	59,30 €	129,38 €	194,08 €	215,64 €
Canoë-kayak	45,31 €	98,86 €	148,28 €	164,76 €
Tarif par élève participant				
Voile	3,59 €			
Canoë-kayak	2,75 €			
Classes de mer				
Primaire (100 % de l'activité)		27,45 € par jour et par élève		
Secondaire (50 % de l'activité)		13,72 € par jour et par élève		

SERVICES A LA POPULATION

La Cimenterie

DCC2021_061 Clubs sportifs organisateurs d'événements

Résumé :

Attribution de subventions pour la saison 2020-2021

Débats :

Tiphaine LETEURE indique que si la Communauté peut soutenir au travers de ces 182 000 € de subventions le club de basket professionnel du LBB dont le rayonnement dépasse largement les frontières de notre territoire, elle est plus interrogative sur le fonds de concours complémentaire de 75 000 € versé par la Ville de Landerneau. Le monde amateur traverse actuellement de grandes difficultés et la Communauté doit avoir la même ambition pour celui-ci au travers des équipements collectifs pouvant être mis à disposition. Elle précise qu'elle s'abstiendra sur le fonds de concours de la ville de Landerneau, objet de la délibération suivante mais qu'elle votera favorablement pour les subventions communautaires aux clubs sportifs.

Patrick LECLERC entend la remarque et rappelle que ce fonds de concours qui fait l'objet de la prochaine délibération sert à apporter un soutien à l'activité sportive quelle qu'elle soit au sein de cet équipement.

Délibération :

Le conseil de Communauté à l'unanimité

Article 1 : valide le versement au Dojo landernéen :

- d'une subvention de 750 € (sept cent cinquante euros) pour le championnat régional de Bretagne qui s'est tenu en février 2020

Article 2 : valide le versement au Landerneau Bretagne Basket :

- d'une subvention exceptionnelle de 7 000 € (sept mille euros) correspondant aux frais de mise aux normes FIBA de La Cimenterie pour l'organisation de l'Eurocup (16 au 22 janvier 2021),
- de la subvention annuelle de 100 000 € au titre du volet animation et en tant qu'acteur majeur de l'équipement,
- de la subvention de 75 000 € (soixante-quinze mille euros) dans le cadre de la convention pluriannuelle d'objectifs déterminant le montant de la partie conditionnelle assujetti au maintien du Landerneau Bretagne Basket en LFB.

DCC2021_062 Volet animation**Résumé :***Fonds de concours versé par la Ville de Landerneau***Délibération :****Le conseil de Communauté selon le décompte des voix suivant :**

Pour : 46

Abstention : 2 (BODILIS Jean-François, LETEURE Tiphaine)

Article 1 : Approuve le versement d'un fonds de concours de 75 000 € par la Ville de Landerneau,**Article 2 : Autorise le président à signer la convention de versement de ce fonds de concours.**

SERVICES A LA POPULATION**Politique de fonds de concours****DCC2021_063 Passerelle gare de Landerneau/pôle d'échange multimodal : Demande de la Ville de Landerneau****Résumé :**

La Ville de Landerneau sollicite un fonds de concours de la Communauté pour prolonger la passerelle enjambant la gare SNCF qui vise à améliorer l'articulation fonctionnelle entre la gare ferroviaire, la gare routière et le parking nord de la gare ferroviaire, à rendre accessible aux PMR les quartiers nord et sud de Landerneau en assurant une meilleure fluidité avec les modes actifs de déplacement pour au total renforcer son Pôle d'Echange Multimodal.

Débats :

Georges PHILIPPE votera bien évidemment pour cet élan de solidarité au travers de ce fonds de concours vis-à-vis de la Ville de Landerneau concernant un équipement d'intérêt général, mais considère que le sujet relève aussi de la compétence mobilité. La solidarité envers les communes qui vont devoir engager des dépenses pour créer des infrastructures de mobilité devra aussi jouer quand des dossiers de cette nature seront examinés par la Communauté.

Patrick LECLERC expose que les enjeux, tant en termes d'effectifs et de montants ne sont pas les mêmes. Même s'il a su lire entre les lignes de cette intervention, la réciproque est aussi vraie en termes de solidarité de la Ville de Landerneau vers la CCPLD, puisque l'essentiel de la dépense sera prise en charge par la Ville. En termes de comparaison, c'est Morlaix-Communauté qui a financé l'intégralité du PEM de Morlaix, et les montants étaient largement supérieurs, ce ne sont pas 100 000€ qui ont été investis, mais de l'ordre de 7M€.

Stéphane HERVOIR explique que c'est l'intérêt communautaire qui est prégnant dans l'interaction gare routière/gare ferroviaire et dans le lien gare routière et le reste de la ville de Landerneau. C'est surtout vrai pour les nombreux collégiens et lycéens des communes du territoire qui empruntent les transports scolaires. L'intérêt de sécuriser les accès au vu de la situation du pont routier est très important. Le tunnel existe certes, mais l'apport de la passerelle au-dessus de la voie ferrée lui paraît intéressant pour toute la Communauté en ce qui concerne la sécurisation des scolaires, hors les collégiens qui se rendent vers Mescoat qui se situe de l'autre côté.

Patrick LECLERC explique qu'effectivement la rénovation du tunnel avait été envisagée mais les contraintes techniques sont trop importantes et augmentent d'autant plus les coûts. Le tunnel va être rénové, mais restera moins accessible en raison des marches existantes pour descendre ou monter et accéder au quais. L'aménagement sera double : aérien et souterrain, ce qui permettra de mieux sécuriser les déplacements. Il est vrai que les aménagements piétonniers du pont de l'Europe ne sont pas très adaptés au passage d'une poussette ni d'un fauteuil roulant, la pente atteignant certainement plus de 4%.

Tiphaine LEUTERE rebondit sur le sujet afin de demander si les lycéens, notamment les internes avec de grosses valises de même que les personnes âgées avec des courses sans parler des poussettes

qui empruntent le tunnel verront un aménagement spécifique, notamment l'effet, les vélos peuvent causer des dégâts dans les ascenseurs et les cyclistes envisagent de continuer à emprunter le tunnel qui de fait (existence de la passerelle) sera moins fréquenté. Elle demande si c'est toujours d'actualité.

Patrick LECLERC répond que c'était envisagé, mais conséquemment aux échanges avec la SNCF qui a réalisé les études, il appert que cette solution génère plus de complications qu'autre chose. La pente des escaliers est en effet relativement conséquente ce qui entraîne beaucoup de réserves de la part de l'opérateur. Il s'engage à remonter ces remarques de façon à ce que tout le monde soit éclairé à ce sujet.

Délibération :

Le conseil de Communauté à l'unanimité

Article 1 : approuve le versement d'un fonds de concours de 100 000 € au projet de prolongement de la passerelle ferroviaire pour renforcer ce pôle qui est un équipement structurant de par sa fonction éminente dans l'organisation et le fonctionnement des mobilités sur le territoire communautaire et au niveau du pays de Brest et qu'à ce titre son évolution et sa modernisation doit lui permettre d'être reconnu comme PEM par la Région Bretagne,

Article 2 : indique que le coût résiduel supporté par le maître d'ouvrage devra au moins correspondre à 20 % du coût définitif de l'opération une fois déduit le fonds de concours et les subventions susceptibles d'être obtenues via les sollicitations de dotations, de concours financiers ou via les appels à projets, ceci conformément au décret 2012-716 du 7 mai 2012,

Article 3 : autorise le président ou son représentant à signer la convention d'attribution de fonds de concours prévoyant les modalités de versement du fonds,

Article 4 : les crédits seront imputés à l'article 2041412 de l'enveloppe budgétaire dédiée aux fonds de concours.

MOYENS GENERAUX

Finances

DCC2021_064 Adoption des comptes de gestion 2020

Résumé :

A la clôture de l'exercice comptable, le Trésorier produit les comptes de gestion retraçant l'ensemble des écritures opérées au cours de l'exercice sur les budgets de la collectivité. Les comptes de gestion ainsi produits doivent être approuvés par le conseil de Communauté.

Débats :

Frédéric KERLAN rappelle qu'il s'agit ici de prendre acte que les opérations de contrôle au titre de l'année 2020 ont été réalisées par le trésorier et qu'elles ont permis de constater la parfaite concordance des comptes. Ainsi, vu l'avis favorable de la commission Ressources, il est proposé d'approuver les comptes de gestion 2020 produits par le Trésorier pour chacun des budgets de la Communauté, c'est-à-dire le budget général et les budgets annexes.

Délibération :

Le conseil de Communauté à l'unanimité

Article unique : approuve les comptes de gestion 2020 produits par le Trésorier pour chacun des budgets de la Communauté (budget général et budgets annexes).

Frédéric KERLAN rappelle que le budget 2020 a été voté par la précédente mandature. Il s'est réalisé en partie sous la mandature actuelle et il est le prolongement des actions engagées et qui sont poursuivies. La trajectoire financière suivie de 2015 à 2020 dans un contexte de baisse des dotations a permis d'atteindre des fondamentaux favorables à la poursuite des projets. Le COVID a un impact certain sur les finances de la Communauté. L'année 2020 est atypique et exceptionnelle de par cette crise. Au final, l'impact reste mesuré sur les comptes 2020 avec un impact négatif de 240 000 € (perte sur produits d'exploitation Aqualorn, moindre redevance ordures ménagères, des dépenses en hausse (masques, fonds de soutien Covid..., des dépenses en baisse : économie d'eau, d'électricité, d'énergie, carburant, aides transport scolaires et centres nautiques...)

Il complète sa présentation du budget 2020 par deux focus, l'un sur Aqualorn, l'autre sur la partie « Environnement /déchets »

Aqualorn a particulièrement été impacté en 2020 et l'est encore en 2021 avec l'effet Covid. Cet équipement communautaire génère en 2020 des dépenses de 1.6 M€ et des recettes de 580 K€ bien moindres que celles attendues proches de 750 K€. Le déficit de fonctionnement est proche de 850 K€. Cet équipement a été particulièrement impacté avec une fermeture importante cette année 2020 la privant d'une grande partie de ses recettes. Certains investissements ont été reportés.

Les agents qui travaillent habituellement à l'espace Aqualorn donnent une belle preuve de la collectivité. C'est là une belle preuve de solidarité et d'engagement. Qu'ils en soient remerciés dans cette période compliquée. Cet équipement répondant à une demande importante du territoire fera aussi l'objet d'une analyse plus poussée dans les prochaines années car cet équipement date de 1973 pour la piscine d'origine et de 2004 pour Aqualorn soit bientôt 20 ans.

L'environnement est un service important au niveau de la Communauté. Sur les déchets, nous avons un déficit de presque 800 K€ sur le fonctionnement avec un volume de 5M€ en dépenses. Les coûts augmentent, pour mémoire dans le budget 2021 : nous avons budgétisé une augmentation de près de 300 K€ sur la taxe sur les activités polluantes et l'augmentation des tarifs sur les déchets verts.

Au global, des recettes réelles plutôt stables depuis 2017 autour de 27.5 M€.

Des dépenses réelles en moyenne de 22.5 M€ et presque 23 M€ en 2020 et un autofinancement brut de 4.5 M€ proche de la moyenne des années précédentes et impactées par une année COVID19 de l'ordre de 24 0K€.

Une Capacité d'Autofinancement brute de 4.2 M€ en 2020, plutôt bonne par rapport à l'environnement économique une fois encore. Et là encore on est dans la moyenne des 4 dernières années.

Après le remboursement du capital de la dette de 1.65 M€ en baisse puisqu'il n'y a pas eu d'emprunt ces dernières années, une CAF nette de 2.55 M€ dans la fourchette haute de ces dernières années.

Une évolution très favorable de l'endettement avec une capacité d'autofinancement maintenue, le seuil de désendettement de la collectivité est à 3 années quand le seuil d'alerte commence à arriver entre 8 et 10 ans.

Sur l'évolution de la dette (un encours de 12.6 M€) sur les budgets principaux : général, économie, moulin mer, nous avons un profil de dette favorable (à 77% en taux fixe) et ce qui permet d'envisager sereinement le financement du projet de territoire. Elle permet aussi de raisonner et de protéger le futur sans mettre une dette démesurée sur les générations futures, sujet qui me tient particulièrement à cœur, c'est aussi notre responsabilité.

La dette globale tous budgets confondus, en ajoutant les budgets annexe est de presque 25 M€ représentant 76 emprunts avec une maturité inférieure à 6 ans dont 88% est à taux fixe.

Voilà, pour les principes fondamentaux de ce compte administratif 2020.

[Le président est invité à quitter la salle pendant le vote des comptes administratifs, Frédéric KERLAN vice-président en charge des finances assure la présidence durant ce laps de temps.](#)

Le vice-président propose de passer au vote, budget par budget en indiquant aux conseillers communautaires de façon très chiffrée les résultats de fonctionnement et d'investissement des différents budgets.

DCC2021_065 Adoption du CA 2020 - Budget général

Résumé :

Le conseil de Communauté est appelé à voter le compte administratif 2020 du budget général de la Communauté, conforme au compte de gestion du Trésorier.

Délibération :

Le conseil de Communauté selon le décompte des voix suivant :

Pour : 45

Abstention : 2 (BODILIS Jean-François, LETEURE Tiphaine)

Pas de participation : 1 (LECLERC Patrick)

Article unique : vote le compte administratif 2020 du budget général.

MOYENS GENERAUX

DCC2021_066 Adoption du CA 2020 - Budget Action économique

Résumé :

Le conseil de Communauté est appelé à voter le compte administratif 2020 du budget annexe action économique de la Communauté, conforme au compte de gestion du Trésorier.

Délibération :

Le conseil de Communauté selon le décompte des voix suivant :

Pour : 45

Abstention : 2 (BODILIS Jean-François, LETEURE Tiphaine)

Pas de participation : 1 (LECLERC Patrick)

Article unique : vote le compte administratif 2020 du budget annexe Action économique.

DCC2021_067 Adoption du CA 2020 - Budget Moulin Mer

Résumé :

Le conseil de Communauté est appelé à voter le compte administratif 2020 du budget annexe Moulin Mer de la Communauté, conforme au compte de gestion du Trésorier.

Délibération :

Le conseil de Communauté selon le décompte des voix suivant :

Pour : 45

Abstention : 2 (BODILIS Jean-François, LETEURE Tiphaine)

Pas de participation : 1 (LECLERC Patrick)

Article unique : vote le compte administratif 2020 du budget annexe Moulin Mer.

MOYENS GENERAUX

DCC2021_068 Adoption du CA 2020 - Budget Réseau de chaleur

Résumé :

Le conseil de Communauté est appelé à voter le compte administratif 2020 du budget annexe Réseau de chaleur de la Communauté, conforme au compte de gestion du Trésorier.

Délibération :

Le conseil de Communauté selon le décompte des voix suivant :

Pour : 45

Abstention : 2 (BODILIS Jean-François, LETEURE Tiphaine)

Pas de participation : 1 (LECLERC Patrick)

Article unique : vote le compte administratif 2020 du budget annexe Réseau de chaleur.

DCC2021_069 Adoption du CA 2020 - Budget Photovoltaïque

Résumé :

Le conseil de Communauté est appelé à voter le compte administratif 2020 du budget annexe Photovoltaïque de la Communauté, conforme au compte de gestion du Trésorier.

Délibération :

Le conseil de Communauté selon le décompte des voix suivant :

Pour : 45

Abstention : 2 (BODILIS Jean-François, LETEURE Tiphaine)

Pas de participation : 1 (LECLERC Patrick)

Article unique : vote le compte administratif 2020 du budget annexe Photovoltaïque.

MOYENS GENERAUX

DCC2021_070 Adoption du CA 2020 - Budget CLIC

Résumé :

Le conseil de Communauté est appelé à voter le compte administratif 2020 du budget annexe CLIC de la Communauté, conforme au compte de gestion du Trésorier.

Délibération :

Le conseil de Communauté selon le décompte des voix suivant :

Pour : 45

Abstention : 2 (BODILIS Jean-François, LETEURE Tiphaine)

Pas de participation : 1 (LECLERC Patrick)

Article unique : vote le compte administratif 2020 du budget annexe CLIC.

DCC2021_071 Adoption du CA 2020 - Budget Assainissement

Résumé :

Le conseil de Communauté est appelé à voter le compte administratif 2020 du budget annexe Assainissement de la Communauté, conforme au compte de gestion du Trésorier.

Délibération :

Le conseil de Communauté selon le décompte des voix suivant :

Pour : 45

Abstention : 2 (BODILIS Jean-François, LETEURE Tiphaine)

Pas de participation : 1 (LECLERC Patrick)

Article unique : vote le compte administratif 2020 du budget annexe Assainissement.

MOYENS GENERAUX

DCC2021_072 Adoption du CA 2020 - Budget Eau

Résumé :

Le conseil de Communauté est appelé à voter le compte administratif 2020 du budget annexe Eau de la Communauté, conforme au compte de gestion du Trésorier.

Délibération :

Le conseil de Communauté selon le décompte des voix suivant :

Pour : 45

Abstention : 2 (BODILIS Jean-François, LETEURE Tiphaine)

Pas de participation : 1 LECLERC Patrick

Article unique : vote le compte administratif 2020 du budget annexe Eau.

DCC2021_073 Adoption du CA 2020 - Budget Eau DSP avant transfert

Résumé :

Le conseil de Communauté est appelé à voter le compte administratif 2020 du budget annexe Eau DSP avant transfert de la Communauté, conforme au compte de gestion du Trésorier.

Délibération :

Le conseil de Communauté selon le décompte des voix suivant :

Pour : 45

Abstention : 2 (BODILIS Jean-François, LETEURE Tiphaine)

Pas de participation : 1 LECLERC Patrick

Article unique : vote le compte administratif 2020 du budget annexe Eau DSP avant transfert.

MOYENS GENERAUX

DCC2021_074 Affectation des résultats 2020

Résumé :

Le conseil de Communauté est appelé à valider l'affectation définitive des résultats 2020 conforme aux reprises anticipées de ces résultats opérées lors de l'adoption des budgets primitifs 2021.

Délibération :

Le conseil de Communauté selon le décompte des voix suivant :

Pour : 46

Abstention : 2

BODILIS Jean-François, LETEURE Tiphaine

Article unique : approuve la reprise et l'affectation définitive des résultats de l'exercice 2020 de l'ensemble des budgets de la Communauté suivant le tableau ci-dessous

Libellé	Résultat 2020	Imputation BP 2021	Libellé	Montant
BUDGET GENERAL				
Résultat de fonctionnement	2 426 517,48	R/002	Solde d'exécution reporté	1 413 329,48
		R/1068	Excédent capitalisé	1 013 188,00
Résultat d'investissement	- 1 013 188,00	D/001	Solde d'exécution reporté	1 013 188,00
BUDGET ACTION ECONOMIQUE				
Résultat de fonctionnement	1 298 802,23	R/1068	Excédent capitalisé	1 298 802,23
Résultat d'investissement	- 544 509,94	D/001	Solde d'exécution reporté	544 509,94
BUDGET MOULIN MER				
Résultat de fonctionnement	236 428,15	R/002	Solde d'exécution reporté	111 207,70
		R/1068	Excédent capitalisé	125 220,45
Résultat d'investissement	- 125 220,45	D/001	Solde d'exécution reporté	125 220,45
BUDGET RESEAU DE CHALEUR				
Résultat de fonctionnement	48 850,30	R/002	Solde d'exécution reporté	0,00
		R/1068	Excédent capitalisé	48 850,30
Résultat d'investissement	- 25 085,04	D/001	Solde d'exécution reporté	25 085,04
BUDGET PHOTOVOLTAIQUE				
Résultat de fonctionnement	23 239,76	R/002	Solde d'exécution reporté	0,00
		R/1068	Excédent capitalisé	23 239,76
Résultat d'investissement	- 21 288,11	D/001	Solde d'exécution reporté	21 288,11
BUDGET CLIC				
Résultat de fonctionnement	4,54	R/002	Solde d'exécution reporté	4,54

Libellé	Résultat 2020	Imputation BP 2021	Libellé	Montant
BUDGET EAU				
Résultat de fonctionnement	280 721,03	R/002	Solde d'exécution reporté	39 822,83
		R/1068	Excédent capitalisé	240 898,20
Résultat d'investissement	- 240 898,20	D/001	Solde d'exécution reporté	240 898,20
BUDGET EAU DSP AVANT TRANSFERT				
Résultat de fonctionnement	866 401,87	R/1068	Excédent capitalisé	866 401,87
Résultat d'investissement	142 036,00	R/001	Solde d'exécution reporté	142 036,00
BUDGET ASSAINISSEMENT				
Résultat de fonctionnement	509 254,53	R/002	Solde d'exécution reporté	128 722,57
		R/1068	Excédent capitalisé	380 531,96
Résultat d'investissement	- 339 331,96	D/001	Solde d'exécution reporté	339 331,96

POINTS DIVERS

Sans objet.

L'ordre du jour étant épuisé, le président lève la séance à 20h45.

Suivent les signatures.